



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
28 octobre 2011
Français
Original: anglais

Quatrième session

Marrakech (Maroc), 24-28 octobre 2011

Point 6 de l'ordre du jour

Autres questions

Fédération de Russie: projet de résolution

Les organisations non gouvernementales et le Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

La Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption,

1. *Décide* de ce qui suit:

a) Afin de promouvoir davantage le dialogue constructif avec les organisations non gouvernementales traitant de questions liées à la lutte contre la corruption, et sans cesser les délibérations visant à instaurer la confiance quant au rôle que les organisations non gouvernementales peuvent jouer dans le processus d'examen, des séances d'information sont organisées au sujet des résultats du processus d'examen, notamment des besoins d'assistance technique recensés;

b) Ces séances d'information sont convoquées en marge des sessions du Groupe et conduites par le secrétariat en coopération avec un membre du Bureau à la demande du Président de la Conférence, sur la base des rapports du Groupe d'examen de l'application, des rapports thématiques sur l'application et des additifs régionaux supplémentaires;

c) Aucune situation d'un pays particulier n'est abordée ou examinée lors des séances d'information;

d) Le secrétariat invite à de telles séances d'information les organisations non gouvernementales concernées dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, ainsi que toute autre organisation non gouvernementale concernée qui, conformément aux paragraphes 1 et 2, respectivement, de l'article 17 du règlement intérieur de la Conférence, a été autorisée à participer en qualité d'observateur à la session de la Conférence tenue avant la séance d'information;



e) S'il est fait objection à la participation d'une organisation non gouvernementale, le Groupe est saisi de la question et tranche compte tenu, *mutatis mutandis*, du paragraphe 2 de l'article 17 du règlement intérieur;

f) Les organisations non gouvernementales qui souhaitent participer à une séance d'information doivent confirmer leur participation au plus tard dix jours avant la date de la séance, moment auquel elles seront autorisées à communiquer leurs observations par écrit;

g) Les séances d'information sont ouvertes aux représentants des États Membres et des organisations intergouvernementales;

h) Le secrétariat établira des résumés des séances d'information et les soumettra au Groupe en tant que documents de séance;

i) Les organisations non gouvernementales sont encouragées à faire rapport à la Conférence et/ou au Groupe d'examen de l'application, selon que de besoin, individuellement ou collectivement, sur leurs activités et contributions à la mise en œuvre des recommandations et des conclusions du Groupe d'examen de l'application approuvées par la Conférence, en accordant une attention particulière à la satisfaction des besoins d'assistance technique et à l'amélioration des capacités aux fins de l'application effective de la Convention;

2. *Prie* les États parties et signataires de tirer parti des séances d'information et de se fonder sur les débats et propositions de la quatrième session de la Conférence des États parties pour poursuivre un dialogue constructif sur la contribution des organisations non gouvernementales au Mécanisme d'examen de l'application de la Convention.